

Déclaration publique

Index AI : MDE 18/008/2007 (Public)

Bulletin n° : 111

ÉFAI

15 juin 2007

Liban. Amnesty International condamne le meurtre d'un député et de plusieurs autres civils

Amnesty International condamne le meurtre du député libanais Walid Eido et de neuf autres personnes, le 13 juin 2007 dans un attentat à la bombe dans le quartier al Manara de Beyrouth. Walid Eido, son fils aîné et deux gardes du corps qui voyageaient avec lui ont été tués. Six autres personnes qui se trouvaient à proximité lorsque la voiture a explosé ont également été tuées ; onze autres au moins auraient été blessées.

Amnesty International condamne l'attaque délibérée de civils. L'organisation demande que toute attaque de ce genre fasse l'objet dans les meilleurs délais d'une enquête approfondie et que tout soit fait pour que les responsables présumés de ces actes soient traduits en justice dans le respect des normes internationales.

L'attentat qui a coûté la vie à Walid Eido est le dernier en date d'une série d'attaques visant des hommes politiques et des journalistes libanais considérés comme très critiques du gouvernement syrien. Plusieurs bombes ont explosé dans et autour de Beyrouth ces dernières semaines avec pour objectif calculé, semble-t-il, de créer un climat d'instabilité politique ; de nombreux civils ont été tués et d'autres blessés. Les autorités gouvernementales libanaises en ont attribué la responsabilité au gouvernement et aux services de renseignements syriens, mais peu d'éléments de preuve ont été fournis à l'appui de ces affirmations. Pour sa part, le gouvernement syrien a nié toute implication dans l'attentat qui a coûté la vie à Walid Eido et à plusieurs autres personnes. Au moins douze personnes sont mortes et de nombreuses autres ont été blessées dans les explosions qui se sont produites à Beyrouth depuis le 20 mai 2007.

Membre du parlement représentant le *Courant du futur* dirigé par Saad al Hariri, Walid Eido, soixante-cinq ans, avait une attitude très critique vis-à-vis du gouvernement syrien. Il avait été l'un des principaux dirigeants des manifestations de masse organisées au Liban après l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafiq al Hariri, également tué dans l'explosion de sa voiture, le 14 février 2005. L'attentat avait coûté la vie à 22 personnes, en plus de l'ancien Premier ministre. Des manifestations de masse avaient alors eu lieu, qui avaient abouti, en avril 2005, au retrait des forces militaires syriennes dont l'influence sur le Liban s'est exercée de façon très forte au cours des trente dernières années. Une enquête internationale sous l'égide des Nations unies avait également été ouverte, plusieurs hauts responsables de la sécurité libanais avaient été arrêtés et la création d'un tribunal pénal conjoint libano-international avait été décidée, pour juger les personnes accusées d'avoir joué un rôle dans l'assassinat de Rafiq al Hariri ou d'avoir été impliquées dans d'autres attentats similaires. Ce tribunal conjoint libano-international est à présent en cours d'établissement, conformément à la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 30 mai 2007. Le premier ministre libanais Fouad Siniora aurait demandé que l'enquête sur l'assassinat de Rafiq al Hariri, menée sous l'égide des Nations unies, s'étende à l'affaire Walid Eido.

L'assassinat de Walid Eido survient alors que la tension monte au Liban. À côté de la série d'attentats à la bombe dans et autour de Beyrouth, une bataille est engagée depuis le 20 mai par l'armée libanaise contre les membres du Fatah al Islam, un groupe islamiste armé, dans le camp de réfugiés palestiniens de Nahr al Bared, près de Tripoli. Au moins 130 personnes ont été tuées dans les combats à Nahr al Bared, parmi lesquelles au moins 27 civils ; plus de 20000 réfugiés palestiniens ont été déplacés de force à al Beddawi, un autre camp de réfugiés palestiniens près de Tripoli et dans d'autres lieux. Plusieurs milliers de civils toutefois seraient toujours dans le camp et en grand danger du fait des combats et de la pénurie d'eau, d'électricité et de nourriture.

Dans les mois qui ont suivi l'assassinat de Rafiq al Hariri en février 2005, plusieurs autres hommes politiques et journalistes libanais connus pour leurs opinions très critiques vis-à-vis du gouvernement syrien et de la poursuite de la présence militaire et politique syrienne au Liban, ont été tués ou blessés dans des tentatives d'assassinat. Parmi eux figuraient Samir Kassir, journaliste connu, tué dans l'explosion de sa

voiture en juin 2005 ; Gibran Tueni, autre journaliste influent et député, tué dan un attentat à la voiture piégée en décembre 2005 et Pierre Gemayel, ministre libanais de l'Industrie, assassiné par des hommes armés non identifiés en novembre 2006.